

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bäumlin, Béguelin, Bodenmann, Carobbio, de Dardel, Fankhauser, Goll, Haering Binder, Hafner Rudolf, Jeanprêtre, Jöri, Leuenberger Ernst, Rechsteiner, Spielmann, Steiger, Strahm Rudolf, Vollmer, Zisyadis, Zwygart (19)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 5. Mai 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 mai 1993

Le Conseil fédéral répond comme suit aux quatre questions posées par l'auteur de l'interpellation:

1. En date du 16 février 1993, l'Union contre les grands jeux d'argent a, par l'intermédiaire de son secrétaire, envoyé au Conseil fédéral une copie d'une lettre que cette association avait adressée le même jour à la Commission européenne des droits de l'homme. Selon les observations obtenues de cette dernière, cette lettre n'a toutefois pas été considérée comme une requête formelle.

2. La réponse apportée à la première question permettrait de ne pas entrer en matière sur la deuxième question posée par l'auteur de l'interpellation. Le Conseil fédéral rappelle toutefois que les décisions rendues par les organes de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme n'ont en principe ni effet suspensif ni effet cassatoire. Ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels (mise en danger de la vie humaine, risque de torture ou de traitements inhumains ou dégradants en cas de refoulement par exemple) qu'une mesure provisoire peut être indiquée aux parties.

3. La date que choisit le Conseil fédéral pour fixer les objets des votations populaires n'a donné lieu jusqu'à présent à aucune critique portant sur le bon déroulement de l'exercice des droits démocratiques. Si cette date varie en fonction de certains critères dont le Conseil fédéral doit tenir compte (sessions parlementaires, urgence des objets à soumettre au vote, choix politiques, etc.), on constate cependant, si l'on considère par exemple les vingt dernières votations fédérales, qu'une période moyenne de quatre mois sépare la décision du Conseil fédéral de la date du scrutin. Vouloir fixer ces objets à une date antérieure ne permettrait plus au Conseil fédéral de tenir compte de l'évolution de la situation et des résultats des votations finales au Parlement, ce qui limiterait le choix des objets entrant en considération.

Dans le cas de la votation du 7 mars 1993, si la décision définitive a été prise le 23 décembre 1992 en raison du référendum lancé contre la hausse des droits d'entrée sur les carburants, le Conseil fédéral avait déjà confirmé le 25 novembre 1992 que l'arrêté fédéral supprimant l'interdiction des maisons de jeu serait bien soumis au verdict populaire le 7 mars 1993. Les opposants avaient donc en l'espèce plus de trois mois pour mener leur campagne d'information, laquelle pouvait être préparée dès le 9 octobre 1992, date de l'adoption de l'arrêté fédéral par les Chambres.

4. Quant à la question des sources de financement des campagnes liées aux votations populaires, la Chancellerie fédérale a renoncé à la réglementer dans le cadre de l'avant-projet de révision de la législation fédérale sur les droits politiques, qui vient d'être soumis à la procédure de consultation, vu les difficultés que cette question impliquerait, ne serait-ce que pour déterminer les critères d'appréciation et la manière de contrôler efficacement les dépenses engendrées par de telles campagnes. D'ailleurs, la Chancellerie fédérale précise dans son rapport final du 7 décembre 1992 mis en consultation que «ces vœux ne sont compatibles ni quant au droit, ni quant au fond avec le système de droits politiques extrêmement nuancé que nous connaissons en Suisse» (cf. p. 10 à 12, ch. 322 dudit rapport). Enfin, et comme nous l'avons déjà déclaré dans nos réponses à deux interventions parlementaires, il n'existe actuellement aucune preuve scientifique d'un rapport direct entre le résultat d'une votation populaire et le montant des moyens investis dans la campagne (cf. question ordinaire

Longet du 23 juin 1988 [BO 1988 N 1530 s.] et motion Longet du 22 juin 1990 [BO 1990 N 1908 s.]).

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Verschoben – Renvoyé

92.3528

**Interpellation Carobbio
SBB-Personal.
Kriterien der Lohnbestimmung**

**Interpellanza Carobbio
Personale FFS.
Criteri di determinazione del salario**

**Interpellation Carobbio
Personnel CFF.
Critères de fixation du salaire**

Wortlaut der Interpellation vom 16. Dezember 1992

Im Rahmen der Rationalisierungsmassnahmen bei den SBB-Betrieben wird die Einführung eines neuen Systems der Lohnbestimmung geprüft, das unter der Bezeichnung «Dynamisierung der Löhne» bekannt geworden ist.

Dieses System will offenbar u. a. vom derzeit geltenden Besoldungssystem abgehen, welches für jede Besoldungsklasse ein bestimmtes Anfangsgehalt sowie eine Reihe von Gehaltserhöhungen bis zur Erreichung des Höchstgehalts festlegt.

Stattdessen würden nun ein Anfangsgehalt sowie Gehaltserhöhungen eingeführt, die sich an den Löhnen ausrichten, die in den verschiedenen Regionen unseres Landes in vergleichbaren Berufen oder beruflichen Stellungen bezahlt werden. Im Ergebnis könnte es so zu einer Regionalisierung der Löhne kommen.

Die Unterzeichneten möchten gerne wissen,

1. ob die soeben gelieferte Beschreibung tatsächlich die Pläne wiedergibt, die im Hinblick auf die Bestimmung der Löhne des SBB-Personals zurzeit geprüft werden;
2. auf welche Gründe sich ein derartiges Vorhaben stützt, und welche Vorteile für den Betrieb und dessen Angestellte man sich davon verspricht;
3. ob die Vertreter des Personals bei der Erarbeitung der neuen Kriterien mitwirken, und wie sie sich zu diesen Plänen stellen;
4. ob die Gefahr nicht gross ist, dass die wirtschaftlich schwächeren und am Rande gelegenen Regionen noch mehr benachteiligt werden und dass es bei der Besoldung des SBB-Personals zu Diskriminierungen kommt.

Testo dell'interpellanza del 16 dicembre 1992

Nel quadro delle misure di razionalizzazione della gestione delle FFS è allo studio un nuovo sistema di determinazione dei salari noto sotto il nome di «dinamizzazione dei salari».

Lo stesso prevederebbe tra l'altro di modificare il sistema attuale che stabilisce per ogni classe di stipendio un salario iniziale fisso e una serie di scatti che devono portare al salario massimo.

Verrebbe, in sostituzione, introdotto un sistema di salario iniziale e di scatti che avrebbero come riferimento i salari in uso in professioni o funzioni analoghe nelle varie regioni del Paese.

Il risultato potrebbe essere una regionalizzazione dei salari.

I sottoscritti chiedono di sapere,

1. se quanto indicato corrisponde effettivamente ai progetti allo studio in fatto di nuovi criteri per la determinazione dei salari del personale FFS;
2. quali sono le ragioni che sarebbero alla base di un tale progetto e quali benefici per il servizio e per i dipendenti si pensa di ottenere;
3. se i rappresentanti del personale sono coinvolti nello studio dei nuovi criteri e quale è la loro posizione rispetto alle proposte ventilate;
4. se non ci sono forti rischi di penalizzazione delle regioni economicamente più deboli e periferiche e di discriminazioni di trattamento del personale delle FFS.

Texte de l'interpellation du 16 décembre 1992

Dans le cadre des mesures de rationalisation de la gestion des CFF, on a mis à l'étude un nouveau système de fixation des salaires sous la dénomination de «dynamisation des salaires». Ce système prévoirait entre autres de modifier le régime actuel qui établit pour chaque classe de traitement un salaire initial fixe et une série d'avancements devant mener au salaire maximum.

Il s'agirait de lui substituer un système composé d'un salaire initial et de degrés d'avancement qui se référerait aux salaires en usage dans des professions ou fonctions analogues en diverses régions du pays. Il pourrait en résulter une «régionalisation» des salaires.

Les soussignés demandent à savoir,

1. si les intentions évoquées ci-dessus correspondent effectivement aux projets à l'étude quant aux nouveaux critères de fixation des salaires du personnel ferroviaire;
2. quelles sont les raisons qui seraient à la base d'un tel projet et quels sont les avantages pour le service et le personnel qu'on pense en obtenir;
3. si les représentants du personnel ont été inclus dans l'étude des nouveaux critères et quelle a été leur attitude à l'égard des propositions avancées;
4. s'il n'y a pas lieu de craindre une pénalisation des régions périphériques ou économiquement faibles, et des discriminations en matière de traitement du personnel ferroviaire.

Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires: Aguet, Bäumlin, Béguelin, Borel François, Brügger Cyrill, Bundi, de Dardel, Fankhauser, Jeanprêtre, Ruffy (10)

Schriftliche Begründung – Motivazione scritta – Développement par écrit

L'autore rinuncia alla motivazione e desidera una risposta scritta.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. Juni 1993

Risposta scritta del Consiglio federale del 7 giugno 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral du 7 juin 1993

Il Consiglio federale constata che esistono malintesi nell'ambito di una possibile modifica del sistema salariale delle FFS. Le FFS e le PTT fanno parte dell'Amministrazione federale e sottostanno quindi al sistema di remunerazione della Confederazione.

1. I rapporti di servizio dei funzionari delle FFS sono retti dall'ordinamento dei funzionari (RS 172.221.10). Tali disposizioni si applicano anche alle FFS, per cui esse non sono abilitate a elaborare un proprio sistema di remunerazione. In effetti, presso le FFS non sono in corso progetti autonomi in tale materia.

Tuttavia le FFS collaborano, come d'altronde altre aziende e amministrazioni federali, ai lavori dell'Ufficio federale del personale in vista di proporre un nuovo sistema di remunerazione per tutto il personale federale.

2. Negli ultimi tempi la revisione del sistema salariale della Confederazione è stata auspicata soprattutto dal Parlamento. Una mozione comune delle due Camere (ad 90.031) chiede la revisione totale dell'ordinamento dei funzionari. Tra i diversi obiettivi, si auspica anche la creazione di un sistema salariale

che permetta di tener debitamente conto delle prestazioni, delle differenze regionali nonché della situazione occupazionale. Inoltre, il 18 settembre 1991 il Consiglio nazionale ha dato seguito all'iniziativa parlamentare Allenspach del 14 dicembre 1990 (90.271) che chiedeva una flessibilizzazione delle condizioni d'impiego dei funzionari delle classi superiori. Le FFS e le PTT operano in tutto il Paese. Ogni servizio deve disporre di un effettivo di personale sufficiente, spesso anche 24 ore su 24. Nel mercato occupazionale, le aziende pubbliche, legate a una legislazione relativamente rigida, devono affrontare la concorrenza di imprese che dispongono di strumenti svariati, per esempio offerte salariali più flessibili.

3. Le associazioni del personale partecipano agli studi.

4. La questione di sapere se e in quale misura una maggiore regionalizzazione dei salari e l'adeguamento al mercato locale si ripercuoteranno sulle regioni finanziariamente deboli e periferiche dipende anche dalla volontà politica. Il Parlamento tuttavia non ha chiesto solo modifiche della legislazione che disciplina il personale, ma anche una nuova impostazione della strategia delle FFS e delle PTT. Proprio nel caso delle FFS va ricordato che l'applicazione di criteri aziendali richiederà una certa flessibilità nel settore dei costi di personale, che costituiscono pur sempre la metà del bilancio dell'azienda. La modifica del sistema salariale del personale delle FFS presuppone tuttavia una modifica dell'ordinamento dei funzionari.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Verschoben – Renvoyé

Interpellation Carobbio SBB-Personal. Kriterien der Lohnbestimmung

Interpellanza Carobbio Personale FFS. Criteri di determinazione del salario Interpellation Carobbio Personnel CFF. Critères de fixation du salaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3528
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1449-1450
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 945

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.